Le nationalisme vu par la revue socialiste américaine Jacobin

jeudi 4 mai 2023, par Antoine BOURGE

Faut-il se débarrasser de l'état-nation et le vouer aux gémonies au motif qu'il serait par essence nationaliste ? De quel nationalisme parle-t-on ? L'état-nation est-il obsolète ou peut-il servir de creuset à l'émancipation politique et sociale sans verser dans la défense du capitalisme national ?

Quelques définitions

Il est louable dans ce numéro de *Jacobin* de constater que le nationalisme est envisagé dans sa relation à la pensée de Marx et Engels notamment mais aussi à divers penseurs dont ils ont influencé les réflexions (Lénine, Bauer). Il est cependant parfois difficile de distinguer à quelle conception du nationalisme les contributeurs renvoient, tant le terme est galvaudé. Il nous aurait paru utile de faire un rappel sur ce point.

Nous reproduisons ici les acceptions du terme « nationalisme » dans le *Trésor de la Langue Française* :

A –

a) Courant de pensée fondé sur la sauvegarde des intérêts nationaux et l'exaltation de certaines valeurs nationales.

b) Doctrine, mouvement politique fondé sur la prise de conscience par une communauté de former une nation en raison des liens ethniques, sociaux, culturels qui unissent les membres de cette communauté et qui revendiquent le droit de former une nation autonome.

B –

a) Courant de pensée qui exalte les caractères propres, les valeurs traditionnelles d'une nation considérée comme supérieure aux autres et qui s'accompagne de xénophobie et/ou de racisme et d'une volonté d'isolement économique et culturel.

b) Doctrine qui fonde son principe d'action sur ce courant de pensée, et qui subordonne tous les

problèmes de politique intérieure et extérieure au développement, à la domination hégémonique de la nation. [1]

Si les définitions étaient pour ainsi dire « étanches », la question du nationalisme ne serait pas un réel problème. Pour qu'un groupe humain consente à s'unir il faut qu'il prenne conscience de ce qu'il a en commun, ce qui nécessite une dose de nationalisme synonyme ici de patriotisme (attachement à la patrie qu'on prétend faire advenir). Ce commun n'est pas uniquement politique mais également culturel sans quoi l'union politique serait une sorte de coquille vide.

L'autre terme, qui lui est bien défini dans *Jacobin*, est « nation ». Il est rappelé qu'à partir de 1789, le terme « nation » prend une acception moderne, héritée des Lumières : c'est une association de personnes, unies par des liens contractuels, manifestant ainsi leur volonté de vivre sous les mêmes lois. La nation se définit non par la naissance, les liens de sang ou de race, l'ethnie, le territoire donc pas par l'histoire mais au contraire par la volonté, la libre adhésion aux principes d'une communauté politique. Ainsi, depuis 1789, il faut comprendre état-nation comme le peuple en tant qu'il constitue l'unité politique elle-même.

Le nationalisme et la guerre

Ce numéro sur le nationalisme s'ouvre sur une épigraphe tirée du numéro de janvier 1916 [2] du mensuel américain socialiste et anti-militariste *The National Rip-Saw* duquel Eugene Victor Debs, syndicaliste et homme politique socialiste, signe régulièrement l'éditorial :

« Les vrais socialistes ne peuvent pas être aussi nationalistes, militaristes et 'patriotes' capitalistes. Ils sont soit l'un soit l'autre ; ils ne peuvent pas être les deux à la fois. Les socialistes auto-proclamés qui sont d'abord nationalistes et placent la 'mère patrie' de leurs maîtres au-dessus du reste du monde et des ouvriers du monde entier ne sont pas socialistes pour un sou mais plutôt des réformateurs capitalistes veules et inoffensifs et des jaunes ou des traîtres pour la cause. »

Comme le fait remarquer *Jacobin*, penser que la première guerre mondiale permit à la bourgeoisie de détourner la classe laborieuse de sa mission dite historique, la révolution sociale, pour la propulser dans les affres de la guerre constitue une demi-vérité car l'argument est surtout une manière de dédouaner les apparatchiks du mouvement ouvrier. Jaurès assassiné, la grande majorité des chefferies socialistes et syndicales de part et d'autre du Rhin sombrent dans l'union sacrée en usant de toutes les contorsions langagières pour convertir les masses à une guerre présentée comme inéluctable et nécessaire à la défense de la nation. Imaginée par Jaurès, la grève générale à l'échelle européenne pour empêcher la guerre n'aura pas lieu et les peuples seront sacrifiés sur l'autel de la nation.

Debs, qui s'opposa à l'entrée en guerre des États-Unis, fut jeté en prison en 1918 pour sédition et, la même année, le journal *The National Rip-Saw* perdit son exonération de droit de timbre ce qui ne lui permit plus d'être diffusé. Liberté de conscience, d'opinion et d'expression ne font pas bon ménage avec la machine de guerre.

Aux yeux de socialistes comme Debs ou Jaurès (féru de tactique militaire), la guerre ne pouvait être conçue que défensivement afin justement de préserver l'intégrité de la nation à l'instar de la bataille de Valmy pour les Révolutionnaires. Le dicton populaire des années 30 prêtant à la guerre des vertus pour relancer l'économie repose sur une juste compréhension du rôle proprement destructeur et révolutionnaire du capitalisme.

La propagande américaine durant la Grande Guerre utilisa la figure féminine dans la guerre totale.

Sur une affiche de propagande, une Jeanne d'Arc au teint rosé qui sauva la France doit inciter les femmes américaines des foyers modestes à acheter des obligations d'épargne pour soutenir l'effort de guerre en Europe ; sur une autre affiche, le gouvernement demande aux femmes de hâter leurs achats de Noël pour faire tourner la machine économique à plein régime. Jusque dans les foyers, les figures féminines sont censées contribuer à l'effort de guerre en se privant de farine de blé pour préparer des gâteaux et préférer la farine d'avoine et la semoule de maïs.

La question nationale chez Marx et Engels et quelques prolongements

Daniel Finn revient sur la question nationale chez Marx, notamment dans le *Manifeste du Parti communiste* (1848). Finn souligne : Marx et Engels écrivent que les prolétaires n'ont pas de patrie, cela signifie d'une part que l'état bourgeois traditionnel n'est pas le régime politique et social adéquat à la réalisation des aspirations du prolétariat et d'autre part que la réussite de la révolution prolétarienne dépend de la coordination des prolétaires par-delà les nations. Cela ne gomme en rien l'existence de divers états-nations avec leurs propres langues, traditions, leur propre histoire, comme on peut l'apprécier dans les deux citations extraites du *Manifeste* :

« La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. » [3]

« En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.
Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. » [4]

Comme cela est rappelé en plusieurs lieux, Marx et Engels étaient de fervents défenseurs des mouvements en faveur de l'indépendance (Pologne, Irlande par exemple) mais aussi des partisans de l'abolition de l'esclavage aux États-Unis. Daniel Finn cite fort à propos une maxime d'Engels : « Une nation ne peut pas être libre et tout à la fois continuer d'opprimer d'autres nations. » La maxime ne tient pas une minute un examen historique même sommaire, entre la « Destinée Manifeste » des États-Unis et la satellisation des états du bloc soviétique, mais il n'en reste pas moins que c'est un principe qui devrait guider des nations libres.

Pour compléter ce tableau, Finn expose l'apport de Lénine sur la question des nationalités : au lieu de freiner les aspirations des peuples à former leur propre nation, Lénine prescrit l'usage des droits démocratiques entiers afin de favoriser la cohésion de divers peuples au sein de la même nation. Si la scission devient inévitable, elle devrait alors pouvoir être obtenue par un processus démocratique respectant ainsi la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ainsi, à elle seule la conscience de classe ne parvient pas à résoudre le problème des nationalités. La remarque d'Otto Bauer [5] à ce sujet n'est pas dénuée de perspicacité : les liens entre l'ouvrier britannique et l'ouvrier allemand sont plus lâches que ceux entre l'ouvrier britannique et le bourgeois britannique qui partagent le même environnement quotidien à travers la langue, les journaux, les événements sportifs et politiques et les personnes qu'ils côtoient. L'esprit national est donc le produit de l'histoire d'une nation donnée mais cet esprit n'est pas figé mais se fait et se défait, en somme se recompose en permanence.

Kevin B. Anderson aborde la question du rapport de Marx aux peuples colonisés. L'Inde sous la domination britannique conduisit à la révolte des Cipayes en 1857 ; Anderson rappelle que Marx et Engels ont soutenu ce mouvement et dénoncé les atrocités commises par les Britanniques. Après les

années 1857-58, le point de vue de Marx sur le colonialisme change par rapport à celle exposée dans le *Manifeste* : il pense que la révolution sociale peut se produire même dans des sociétés moins développées économiquement mais soumises à une domination coloniale brutale, et que la réaction face à l'oppression peut permettre aux peuples de s'organiser en vue d'être indépendants.

La conclusion de l'article sur « La question nationale » s'arrête sur un point à notre avis peu éclairant : l'idée selon laquelle la société pourrait un jour se passer des états-nations parce qu'ils n'ont pas toujours existé. Ces états-nations sont apparus dans un contexte politique, économique et culturel particulier, celui de la Révolution de 1789 et du XIXe siècle, pour affirmer la volonté politique du Tiers État contre l'aristocratie favorable à la monarchie. Si se passer des états-nations signifie retourner en arrière vers un régime autoritaire où les sujets n'ont pas leur mot à dire… cela ne semble pas tenable. Malgré tout, cette affirmation un peu creuse révèle le problème d'ampleur qu'est la dépolitisation des citoyens. Celle-ci pourrait menacer de disparition l'état-nation sous sa forme (à peu près) démocratique pour céder la place à de nouveaux régimes lénifiants ou à un gouvernement mondial totalitaire qui risquerait de mettre hors jeu toute forme de liberté.

Plutôt que de jeter l'état-nation aux orties, il nous paraîtrait plus constructif de saisir qu'il constitue une unité politique à dimension humaine qui pourrait permettre aux nations de reconquérir leur souveraineté face à une oligarchie mondialisée dont l'horizon se borne à l'accumulation sans limite [6]. Nous pourrions reprendre à notre compte la distinction proposée par D. Goodhart entre les « gens de partout » contre « le peuple de quelque part » :

« Car les Gens de Partout ne croient plus à l'État-nation. Ils rêvent d'ensembles plus vastes, comme l'Union européenne. Certains dirigeants politiques disent franchement qu'ils ne sont pas principalement motivés par les intérêts de leur pays, mais par ceux du monde. Or, avertit David Goodhart, c'est dans le cadre national que s'exercent et la démocratie politique et la solidarité sociale. Et dans le reste du monde, on sait d'expérience que les crises les plus graves ne résultent pas de la force de l'État-nation, mais de sa faiblesse, ou de sa déliquescence.

C'est pourquoi les politiques multiculturalistes sont dangereuses. En insistant sur les différences et non sur le sens du commun, elles minent les bases sur lesquelles reposent nos États-providence. 'Si on veut améliorer l'intégration, on ne peut pas se contenter de prêcher l'importance de la tolérance, on doit promouvoir l'interaction et le sentiment d'inclusion dans la communauté, écrit Goodhart. Faire en sorte que les gens se soucient moins des questions de race et d'identités, en les plongeant dans une mer de ressemblances, de buts partagés et d'interdépendance mutuelle.' » [7]

Contre le nationalisme, la « créolisation » ?

La créolisation est un terme qui a été promu lors de la campagne de Jean-Luc Mélenchon en 2022. Elle a été théorisée par E. Glissant, écrivain et philosophe martiniquais, comme un métissage imprévisible et circonscrit géographiquement tout d'abord des langues (les créoles) puis des cultures au sein des anciennes colonies mais qui n'amoindrit pas les cultures mises en contact ; par extension, la créolisation est la mise en relation de cultures hétérogènes aux quatre coins du globe dont le résultat est imprévisible.

Bref, *Jacobin* a fait la part des choses dans cette histoire, la créolisation n'est pas un programme politique socialiste mais un discours opportuniste. En effet, pour noyer le poisson et ravir tout à la fois un électorat favorable au communautarisme et un électorat plus traditionnel de gauche, l'affaire est faite. Plutôt que de rallier sur la devise « liberté, égalité, fraternité » ou sur la laïcité et la république sociale, Mélenchon a cru bon d'affirmer des choses aussi débiles que l'universalisme de la Révolution française permet à la France d'être un pays « créolisé »… Ainsi face au nationalisme

xénophobe de Zemmour et du Rassemblement National, il eût été de bon aloi de rappeler que l'intégration à la nation ne peut se faire qu'en acceptant ses lois, ses principes fondamentaux, sa langue, etc. plutôt que de tomber dans l'excès inverse, un cosmopolitisme très prisé des sphères capitalistes. Pour conclure, *Jacobin* s'amuse du refus de toute référence marxiste au sein de LFI dont la posture non partisane est assimilée selon la revue « au populisme de gauche dans sa plus totale expression. » Nous ne pouvons que souscrire à cela. Un encart sur la situation politique en Afrique-du-Sud souligne que l'ANC (le parti de Mandela), la nation « arc-en-ciel », a progressivement plongé dans l'ultra-nationalisme fondé sur la couleur de peau noire en réaction à l'accaparement des richesses et des terres par les blancs (minoritaires). C'est principalement l'échec de la mise en place d'une politique sociale par l'ANC qui a conduit à rétablir une situation proche de celle de l'apartheid.

Jacobin insiste sur le recul des partis et des syndicats qui semblent incapables de défendre les intérêts communs de la classe ouvrière pour répondre aux revendications particularistes ou sociétales plutôt que politiques et sociales. Serait-on mis au ban de la société pour « nationalisme » si l'on revendiquait la république sociale en chantant la marseillaise sous le drapeau tricolore ? Comme le mentionne *Jacobin*, le sectarisme de gauche n'est pas forcément bon conseiller en rappelant que Guesde avait refusé de prendre parti pour Dreyfus au motif que cela était un problème bourgeois tandis que Jaurès, qui avait défendu Dreyfus, inscrivait le socialisme dans la tradition républicaine au nom de la justice et de la fraternité. C'est peut-être de cette hauteur de vue dont manquent aujourd'hui les partis : de la réflexion et des échanges nourris pour définir une direction politique claire qui réponde aux aspirations de la majorité.

Le nationalisme des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et le nationalisme de Meloni en Italie

Selon *Jacobin*, les BRICS ne proposent pas autre chose qu'une forme nationaliste de capitalisme. Plutôt que de s'orienter sur la voix du néolibéralisme à la manière des pays européens ou des USA, pour lesquels le marché libre mondialisé est l'alpha et l'oméga de la progression du capital, les BRICS tirent leur pouvoir d'un État fort ou autoritaire composé d'une classe technocratique acquise entièrement à l'intérêt national et dont le taux de croissance est la boussole. Tant le capital que les ouvriers sont sous l'injonction de la réussite économique de la nation, et cela au détriment d'une existence sociale décente pour la majorité du peuple bien qu'une classe intermédiaire naisse ici ou là. Le nationalisme comme rejet de certaines minorités au sein de la nation se traduit par le développement d'une politique du bouc-émissaire : les Ouïghours en Chine par exemple sont des boucs-émissaires de l'intérieur mais aussi la culture de la xénophobie permet de générer des ennemis externes qui justifient une plus forte exploitation des ouvriers. Ainsi, l'État interdit aux ouvriers de s'organiser en syndicats ou les intègre au patronat, ce qui ne permet pas aux revendications de se faire entendre. La rhétorique et la politique des BRICS s'appuient sur le triste modèle que les riches pays occidentaux donnent à voir : le chômage, l'apparent chaos politique de la démocratie, la récession, les crises bancaires, l'impossible politique de l'UE, etc. Ce sont autant d'arguments qui jouent en faveur du capitalisme nationaliste et autoritaire.

Le nationalisme de Meloni apparaît sous le vocable du retour à l'état-nation comme moyen de combattre la mondialisation néo-libérale et garantir la propriété privée face aux exhortations grandissantes de la population en faveur d'une redistribution plus juste des richesses. La mondialisation fondée sur le libre-échange aurait amplifié le sentiment de perte de contrôle sur les décisions prises en haut lieu et loin de la démocratie locale ; l'Union européenne participe de la même logique supranationale, ne laissant aucun choix aux peuples que de la quitter (Brexit, 2016). Meloni d'abord favorable comme d'autres pays européens au mouvement -EXIT, se retourne vers

une vieille idée développée par De Gaulle, celle d'Europe des nations. Jacobin souligne la contradiction fondamentale entre la proposition précédente et l'attachement à l'intégration dans l'OTAN, ce qui ne donne guère de crédit à l'Europe des nations. De la même manière que Trump avec son MAGA (« make America great again ») avait une approche plus protectionniste que libre-échangiste, Meloni défend un capitalisme national où les aides de l'État sont avant tout destinées aux entreprises (sous forme d'exonération d'impôts) plutôt qu'à des programmes sociaux. L'unité nationale ne se fait qu'au détriment des plus défavorisés. Aux USA, les défavorisés, les Démocrates n'en ont cure, ils refusent d'octroyer des avancées sociales aux employés du rail en grève et misent sur le repoussoir que constitue la figure de Trump [8]. Et dans le même temps, le parti Républicain gagne 7% d'électeurs… Il est probable que les nouveaux électeurs Républicains parmi les employés, les ouvriers, les enseignants, les indépendants, etc. se réveillent avec la gueule de bois puisque sous la présidence Trump (2017-2021) les baissent d'impôt ont majoritairement bénéficié aux entreprises. Dans une certaine mesure ce choix n'est que par défaut, faute de représentation politique.

Quelle place pour l'internationalisme ?

L'article sur l'Espéranto, au demeurant fort instructif, fait pâle figure pour essayer de relancer l'internationalisme. Contrairement à l'article publié sur l'internationalisme, nous pensons que la persistance de l'état-nation n'est pas frein à son développement mais la condition même à l'inter-nationalisme plutôt que le développement du multi-nationalisme conduisant à supprimer les spécificités propres à chaque nation. Les firmes multi-nationales n'ont plus de patrie comme l'étaient les entreprises traditionnelles, elles sont détenues par des fonds d'investissement dont l'objectif n'est pas tant que les ouvriers travaillent dans des conditions convenables mais que la productivité accrue leur permette de toucher leurs dividendes sans une goutte de sueur. Les empires économiques tentaculaires ainsi formés semblent toujours plus forts que les organisations ouvrières nationales. Pourtant, il faut bien partir des revendications locales et particulières pour ensuite tenter de coordonner des actions politiques ou syndicales d'ampleur internationale. Il suffit de voir ce que cela donne au sein de l'UE par exemple où la Confédération européenne des syndicats par son adhésion aux contre-réformes mine les droits des travailleurs [9].

Antoine Bourge
Le 3 mai 2023

Notes

[1] https://www.cnrtl.fr/definition/nationalisme

[2] Aujourd'hui, à l'heure du conflit entre la Russie et l'Ukraine, il n'est pas sans intérêt de relire ce numéro de 1916. On pourra le consulter à cette adresse : https://www.marxists.org/history/usa/pubs/national-ripsaw/160100-nationalripsaw-v12n11w143.pdf

[3] Manifeste du Parti communiste (1848), I. « Bourgeois et prolétaires »

[4] Manifeste du Parti communiste (1848), II. « Prolétaires et communistes »

[5] Traduit en langue anglaise uniquement depuis les années 2000.

[6] Il suffit de voir comment la guerre en Ukraine ou la pandémie Covid-19 permettent aux plus riches de continuer à s'enrichir aux dépens de ceux qui produisent. Pour avoir un résumé de la

situation : https://www.challenges.fr/classement/classement-des-fortunes-de-france/rapport-oxfam-5-chiffres-a-retenir-sur-les-milliardaires-en-france_842267

[7] https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/des-suggestions-de-lectures-pour-le-president/les-gens-de-partout-contre-le-peuple-de-quelque-part-3744180

[8] Un peu à la manière de la pseudo menace fasciste que constituerait le RN en France.

[9] Voir cet article publié sur La Sociale : https://la-sociale.online/spip.php?article260